



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Service de l'achat, de l'innovation et de la
logistique du ministère de l'Intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi de
L'exécution des marchés

Bureau des achats métiers

Affaire suivie par : Norma DAUVIN

Tél : 01 86 21 61 14

Mail : norma.dauvin@interieur.gouv.fr

PRA043715_SAD_MATEROPTIQ
SAILMI/SDASEM/BAM

SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

*Acquisition et prise en main de matériels photographiques, vidéographiques et de
leurs accessoires, au profit de la gendarmerie et de la police nationale*

(Établi en application du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019)

Annexe 1 : Modalités de conditionnement dans le système LOGMI

Annexe 2 : Règlement Général de Protection des Données (RGPD)

Annexe 3 : Charte « relation fournisseur et achat responsable »

Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 21 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 21.

S O M M A I R E

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2. LE CADRE JURIDIQUE.....	4
1.3. DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	4
1.4. DURÉE DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE.....	4
ARTICLE 2.....CADRE JURIDIQUE	5
ARTICLE 3.....ÉTENDUE ET QUANTITÉS DU SAD	5
ARTICLE 4.....DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	6
ARTICLE 5..... <i>MISE EN ŒUVRE DU SAD</i>	6
ARTICLE 6.....ADAPTATION DU SAD	7
ARTICLE 7.....FONCTIONNEMENT DES MARCHES SPÉCIFIQUES	7
ARTICLE 8..... <i>PRESTATIONS ATTENDUES</i>	8
ARTICLE 9.....MODALITÉS DE LIVRAISONS	9
ARTICLE 10.....PIÈCES ISSUES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE (LOI AGECE)	10
ARTICLE 11.....-OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION	10
ARTICLE 12.....MODALITÉS D'EXÉCUTION	10
ARTICLE 13.....CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 14.....GARANTIE	12
ARTICLE 15.....MODALITÉS DE DÉTERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX	12
ARTICLE 16.....AVANCE	13
ARTICLE 17.....ACOMPTES	13
ARTICLE 18.....MODALITÉS DE FACTURATION	13
ARTICLE 19.....PAIEMENT	14
ARTICLE 20....PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS	15
ARTICLE 21.....MÉDIATION – RÉSILIATION	17
ARTICLE 22....SUBSTITUTION DE FOURNITURES – ÉVOLUTIONS TECHNIQUES – INNOVATIONS.....	18
ARTICLE 23. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	18

23.1. <i>ENVIRONNEMENT</i>	18
23.2. LIMITATION DES <i>EMISSIONS</i> DE GAZ À EFFET DE SERRE ET TRANSPORTS.....	18
23.3. DOCUMENTATION.....	19
23.4. DROITS DE L'HOMME.....	19
23.5. RELATIONS ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	19
23.6. PROTECTION DU CONSOMMATEUR.....	20
23.7. LOYAUTÉ DES PRATIQUES.....	20
ARTICLE 24.. .DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER	20
ARTICLE 25.....CONTENTIEUX	21
ARTICLE 26.....DÉROGATIONS AUX CCAG	21

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

1.1. Objet du système d'acquisition dynamique

Afin de disposer d'une capacité d'approvisionnement en matériels photographiques, vidéographiques et des accessoires performants et innovants destinés aux missions de la police et de la gendarmerie nationale, le Ministère de l'Intérieur a décidé d'utiliser la technique achat du système d'acquisition dynamique (SAD), article L.2125-1 du Code de la commande publique.

Le présent système d'acquisition dynamique porte sur l'acquisition et la prise en main de matériels photographiques, vidéographiques et de leurs accessoires, au profit de la gendarmerie et de la police nationale.

1.2. Le cadre juridique

Le système d'acquisition dynamique, objet de cette consultation, sera soumis au Code de la commande publique.

1.3. Décomposition du système d'acquisition dynamique

Conformément à l'article R.2162-37 du Code de la commande publique, le présent système d'acquisition dynamique est subdivisé de la manière suivante en fonction des types de matériels ou prestation que l'administration souhaite acquérir :

Catégorie	Désignation
1	Boîtiers
2	Objectifs et filtres
3	Batteries, chargeurs et stockage
4	Sacs et moyens de transport
5	Supports de stabilisation
6	Autres accessoires fonctionnels
7	Longues-vues terrestres
8	Jumelles d'observation de jour
9	Formations

Les caractéristiques de chacune des catégories sont détaillées dans le CCTP du système d'acquisition dynamique.

Un opérateur économique peut candidater pour une ou plusieurs catégories du système d'acquisition dynamique.

1.4. Durée du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une durée de validité de dix (10) ans à compter de la date limite de remise des candidatures initiales.

Les candidatures suivantes peuvent être déposées tout au long de la durée du SAD, au plus tard

jusqu'au 16 janvier 2036 à 17h00 (heure française métropolitaine).

Les consultations en vue de la passation d'un marché spécifique peuvent être lancées au plus tard jusqu'au 16 février 2035.

Chaque marché spécifique a sa propre durée de validité et ses propres délais d'exécution, qui peuvent aller au-delà de la durée du système d'acquisition dynamique.

Il peut être mis fin au SAD sur décision de l'acheteur. Cette décision est notifiée aux opérateurs économiques constituant une catégorie du SAD et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques en cours d'exécution.

Une fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE

Le système d'acquisition dynamique, objet de cette consultation, est soumis au Code de la commande publique.

ARTICLE 3. ÉTENDUE ET QUANTITÉS DU SAD

Le système d'acquisition dynamique est au profit de la gendarmerie Nationale et de la Police Nationale.

Il est défini sans limites de montant financier ou de quantités (ni minimum ni maximum).

A titre indicatif, le montant estimatif annuel du besoin est de :

Catégorie	Intitulé	Montant estimatif annuel (en euros TTC)
1	Boîtiers	447 000,00
2	Objectifs et filtres	350 206,00
3	Batteries, chargeurs et stockage	350 000,00
4	Sacs et moyens de transport	270 000,00
5	Supports de stabilisation	357 655,00
6	Autres accessoires fonctionnels	300 000,00
7	Longues-vues terrestres	400 000,00
8	Jumelles d'observation de jour	350 000,00
9	Formations	300 000,00

Ces quantités estimatives ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution du système d'acquisition dynamique (SAD).

ARTICLE 4. DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Les documents de référence pour la durée de vie du SAD sont les suivants :

1. Le règlement de la consultation du SAD

2. Le présent système d'acquisition dynamique ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
4. les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la durée du SAD ;
5. L'avis d'appel public à la concurrence.

Le CCAG/FCS n'est pas annexé au présent SAD. Les dérogations au CCAG/FCS figurent au dernier article du présent SAD.

ARTICLE 5. MISE EN ŒUVRE DU SAD

Le SAD est accessible librement, pendant toute sa durée de validité, aux opérateurs économiques qui souhaitent intégrer une ou plusieurs catégorie-s du SAD. Ils doivent satisfaire aux exigences de candidature définies au sein de l'article 10 « Dispositions relatives à la candidature » du règlement de la consultation (RC).

Le délai d'examen de la candidature est de 10 jours ouvrables.

L'acheteur notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

Les opérateurs économiques dont la candidature est admise intègrent alors le panel référence pour la catégorie concernée.

Chaque catégorie de SAD est traitée de manière distincte.

Il n'y a pas de limite quant au nombre d'opérateurs économiques référencés.

Un opérateur admis au sein du SAD peut retirer sa candidature, selon sa convenance. Il en informe alors l'acheteur dans les plus brefs délais par écrit à l'adresse suivante : sailmi-achats-securite-interieure@interieur.gouv.fr.

A tout moment au cours de la période de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Un opérateur économique qui ne donnerait pas satisfaction dans la transmission des pièces de mise à jour de son dossier de candidature ou qui, du fait d'un changement dans sa situation, serait concerné par un motif d'exclusion tels que mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L.2141-7 à L. 2141-11 verra sa candidature exclue du présent SAD.

Les opérateurs économiques déjà référencés au titre du SAD pourront manifester leur intérêt pour la ou les nouvelle-s catégorie-s en actualisant leur candidature.

ARTICLE 6. ADAPTATION DU SAD

En cours de validité du SAD, l'acheteur se réserve la possibilité de procéder à l'ajout et la mise à jour de catégories en cas d'apparition de nouveaux matériels innovants dans son parc d'appareils optiques, photographiques ou vidéographiques, selon les besoins de l'administration.

L'ajout de catégories au SAD se fait selon les conditions suivantes :

- 1) L'ajout reste conforme à l'objet initial du SAD : l'acquisition de matériels photographiques, vidéographiques et accessoires au profit de la Gendarmerie Nationale et de la Police Nationale ;
- 2) Ne modifie en aucun cas substantiellement la nature ou les conditions de participation au SAD ;
- 3) La sélection des candidatures s'effectue à l'identique de la sélection initiale du SAD ;
- 4) Un avis rectificatif est publié dans les formes réglementaires au BOAMP/JOUE

Les opérateurs économiques déjà référencés au titre du SAD pourront manifester leur intérêt pour la ou les nouvelle(s) catégorie(s) en actualisant leur candidature.

ARTICLE 7. FONCTIONNEMENT DES MARCHES SPÉCIFIQUES

Lors de la survenance d'un besoin pour une catégorie définie, l'administration sollicite l'ensemble des opérateurs économiques référencés pour la catégorie correspondante du SAD (procédure restreinte).

L'information du lancement d'une consultation est adressée par écrit via la plateforme des achats de l'état (PLACE) et invite à télécharger le dossier de consultation (DCE) qui précise notamment :

- les besoins de l'administration ;
- les modalités de livraison des pièces ;
- les formes et modalités d'établissement des prix ;
- les modalités de participation ; - les modalités d'évaluation des offres.

Le délai minimal laissé aux opérateurs économiques pour formuler une offre est de 10 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'invitation à soumissionner.

Les opérateurs économiques n'ont aucune obligation de soumissionner au marché spécifique.

Les offres reçues dans le délai imparti sont analysées en fonction des critères de choix et des limites de pondérations indiqués dans le règlement de consultation (RC) du SAD. Les critères exacts d'évaluation des offres (critères et pondération) sont précisés au sein de la lettre de consultation (LC) établie à chaque nouveau marché spécifique.

Les opérateurs économiques formulant une offre devront être en capacité de maintenir leur offre pendant un « délai de validité des offres » qui sera indiqué par l'acheteur lors de chaque consultation.

Les critères sont ceux figurant parmi les critères présentés à l'article 13 « Critères d'évaluation des offres pour les marchés spécifiques » du règlement de consultation.

Les négociations ne sont pas autorisées dans le cadre du SAD et des marchés spécifiques qui en découlent.

Les offres devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les marchés spécifiques d'une même catégorie pourront donner lieu à un allotissement.

La notification du marché spécifique intervient après l'analyse des offres et d'un processus de validation administrative.

La notification d'un marché spécifique emporte commande des fournitures objet de celui-ci.

Les marchés spécifiques sont mono-attributaire (par lot le cas échéant). La notification d'un marché spécifique emporte commande des fournitures, objet de celui-ci.

Chaque marché spécifique dispose d'une durée qui lui est propre, dans la limite de 4 ans.

L'exécution des derniers marchés spécifiques pourra aller au-delà de la date d'échéance du SAD.

ARTICLE 8. PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent système d'acquisition dynamique porte sur l'acquisition de fournitures et prestation suivantes (liste détaillée dans le CCTP) :

- appareils photographiques (hybrides, reflex, bridges, etc...) ;
- monoculaires numériques ;
- appareils photographiques 360° ;
- caméscopes numériques ;
- dashcams autonomes ou embarqués ;
- caméras de surveillance discrètes ;
- zooms, et télézooms ;
- super téléobjectifs fixes ;
- focales fixes courtes, longues et objectifs macro ;
- batteries rechargeables adaptées, chargeurs adaptés aux batteries fournies et stockage ;
- sacs et moyens de transport ;
- supports de stabilisation ;
- de filtres optiques ;
- cartes mémoires et disques durs externes ;
- accessoires fonctionnels (bagues d'adaptation, éclairages, matériel d'assemblage) ;
- longues-vues terrestres et oculaires ;
- jumelles d'observation ;
- formations à des fins de prise en main

Le titulaire doit s'assurer de la compatibilité des accessoires fournis avec le parc existant.

Les modèles de matériels sont ceux définis par les différentes catégories du SAD et précisés dans le CCTP.

Par catégorie de SAD, le marché spécifique définit précisément le besoin de l'administration.

L'administration se réserve le droit de demander dans la limite d'une fois par an des opérations de « vérification et de maintenance » appelées journées « check and clean » afin de récupérer et vérifier la bonne fonctionnalité des appareils .

Cette demande fera l'objet d'un bon de commande préalable en précisant au titulaire un point de collecte unique par zone géographique.

Dans le cadre de cette demande spécifique ponctuelle, le titulaire devra assurer le remplacement des appareils à maintenir grâce à un parc de prêt afin de remplacer le matériel en vérification.

Mise à disposition de documentation technique

Sur demande de l'administration, le titulaire doit être en mesure de transmettre une copie dématérialisée de la documentation technique.

La liste non exhaustive des documents justificatifs est la suivante :

- 1) **Fiche technique du produit** (description détaillée de la pièce, références constructeurs OEM, dimensions, matériaux, normes respectées, compatibilité appareil, etc)
- 2) **Certificat de conformité** (CoC ou équivalent, afin d'attester du respect des normes en vigueur de la pièce)
- 3) **Certificat d'origine** (pays de fabrication, etc)
- 4) **Rapport de contrôle qualité ou d'essais**
- 5) **Fiche de sécurité** (FDS/SDS si pièce contenant ou livrée avec des substances chimiques)
- 6) **Traçabilité / numéro de lot ou de série**
- 7) **Garantie écrite ou certificat de garantie**
- 8) **Documentation de montage ou manuel d'installation** (pour les pièces complexes)
- 9) **Preuve d'homologation** (pour les pièces soumises à une réglementation stricte)

ARTICLE 9. MODALITÉS DE LIVRAISONS

9.1 Lieux de livraison

Les fournitures sont livrées aux adresses suivantes :

- Centre national de soutien logistique de la gendarmerie nationale (CNSL) - Caserne La Guignière - 54 Rue de la Guignière 36300 LE BLANC
- Établissement central logistique de la police nationale (ECLPN) - 1 impasse Faraday 87000 LIMOGES

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière figurant sur le marché spécifique, pendant les jours et heures ouvrables, soit du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 15h30.

Exceptionnellement, les livraisons peuvent s'effectuer sur un autre site métropolitain du ministère de l'Intérieur dont l'adresse est portée sur le bon de commande.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être livrées dans les délais contractuels et accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 20 du CCAG/FCS.

Au titre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et, afin de tenir compte déploiement futur de la plateforme logistique du ministère de l'Intérieur – LOG-MI – les dispositions du présent système d'acquisition dynamique sont susceptibles d'être modifiées.

9.2 Délais maximums de réalisation des prestations et de livraison

Les fournitures et prestations, objets d'un même marché spécifique, doivent être livrées dans un délai maximum de **quarante jours (40) jours calendaires** à compter de la date de notification du marché spécifique (délai imposé).

Dans un souci d'optimisation et d'organisation logistique interne à l'administration, les marchés spécifiques seront envoyés aux titulaires entre le mois d'avril et le mois de juin.

Le mois d'août est neutralisé pour tenir compte des congés annuels.

Le titulaire peut demander au RPA l'autorisation de procéder à des livraisons partielles (dans le contexte économique actuel)

Les délais occasionnés par d'éventuelles procédures de dédouanement ne modifient pas les délais contractuels.

9.3 Conditionnement et emballages

Le titulaire a la responsabilité des opérations de conditionnement et d'emballage des équipements de façon à assurer leur protection pour supporter sans dommage le transport entre ses locaux et le lieu de livraison.

Les modalités de conditionnement et d'emballage figurent en annexe 1 « Exigences logistiques LOG-MI ».

Les frais de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété

de l'administration.

9.4 Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement, incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 10. – OBLIGATIONS DE L'ADMINISTRATION

L'administration est tenue au respect du secret des affaires.

ARTICLE 11. MODALITÉS D'EXÉCUTION

La notification d'un marché spécifique, ou le cas échéant d'un lot d'un marché spécifique, à un opérateur économique emporte commande des fournitures objet du marché spécifique ou du lot.

La notification au titulaire, s'effectue par message via PLACE.

Le titulaire accuse réception de la notification électroniquement via PLACE également.

Lorsque le titulaire estime que le marché spécifique qui lui est notifié appelle des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du marché spécifique dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification, sous peine de forclusion.

ARTICLE 12. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1 Principe

Pour chaque marché spécifique, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du marché spécifique auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire

12.2 Délais ouverts à la personne publique - Décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/ FCS le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, la personne publique dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal dont

- l'original est conservé par l'administration
- un exemplaire est remis au titulaire ;

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision de réception des fournitures.

- Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider **d'ajourner** la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les matériels ajournés.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours .

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 30 jours.

- Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché spécifique et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché spécifique. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement des matériels sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, le marché spécifique pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

Seule la décision (expresse ou tacite) de réception des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

ARTICLE 13. GARANTIE

Les dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS s'appliquent pour la durée de garantie.

Dans le cas où une pièce encore sous garantie serait reconnue défectueuse, le titulaire devra fournir à l'administration une pièce de remplacement dans les meilleurs délais possibles et sans frais.

L'administration apportera au titulaire tout élément de preuve de la défectuosité du matériel.

L'administration procédera à ses frais à la réparation du matériel.

Exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'administration.

ARTICLE 14. MODALITÉS DE DÉTERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

14.1 Forme des prix

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- unitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (le taux de la TVA est indiqué à part) avec 2 chiffres maximum après la virgule ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

Les remises prévues au bordereau de prix consenties par le titulaire, sont appliquées sur ses prix publics pour toute la durée d'un marché spécifique.

14.2 Contenu des prix

Les prix comprennent :

- les fournitures ;
- le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage ;
- la livraison (assurance, transport et éventuel déchargement à destination compris) ;
- toutes les procédures, frais et droits de douane éventuels ;
- les taxes ;
- la garantie ;
- tous les frais correspondant aux obligations contractuelles du titulaire dans le cadre du marché SAD et du marché spécifique.

14.3 Nature des prix

Les prix sont définitifs.

14.4 Prix de règlement

Le prix de règlement est celui renseigné au sein de l'annexe financière par le titulaire lors de son offre.

ARTICLE 15. AVANCE

Sauf refus précisé dans l'acte d'engagement, le titulaire bénéficie de l'avance prévue par les articles R. 2191-3 à R. 2193-10 du Code de la commande publique.

L'avance est accordée pour un marché spécifique d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes (HT) et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à 10 % du montant du marché spécifique. Conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % du montant du marché spécifique lorsque le titulaire est une PME.

L'avance est payée, sans formalité, dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'accusé réception de la notification du marché spécifique.

En cas de versement d'une avance, le titulaire établit une facture du montant des fournitures livrées sans tenir compte de l'avance versée. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 16. ACOMPTES

Il n'y aura pas d'acomptes dans le cadre des marchés spécifiques.

ARTICLE 17. MODALITÉS DE FACTURATION

Les factures afférentes au paiement sont établies après notification d'un marché spécifique.

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la Loi sur la modernisation de l'économie (voir <https://chorus.pro.gouv.fr>).

- La date ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- les nom et adresse du débiteur ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique indiqué sur l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du marché spécifique ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- le montant en euros hors TVA, des fournitures livrées et des prestations réalisées
- le taux et les montants de la TVA, et autres taxes ;
- le montant total toutes taxes comprises des fournitures livrées et prestations réalisées ;
- le code du service réceptionnant (service exécutant) figurant à l'acte d'engagement.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Transmission des factures

La transmission des factures, s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée.

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'adresse URL : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée Chorus Pro sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse : **<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>**

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : **chorus-demat@interieur.gouv.fr**

ARTICLE 18. PAIEMENT

18.1 Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'acceptation des fournitures si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire.

18.2 Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements auprès du SAILMI est le :

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel
Immeuble Lumière
Place Beauvau
75 800 Paris cedex 08

L'ordonnateur secondaire auprès du SAILMI procédant au mandatement est le Centre de prestations financières :

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat,
des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75 800 PARIS CEDEX 08

Le comptable assignataire des paiements auprès du SNPS est :

Le Directeur des finances publiques d'Auvergne Rhône-Alpes et du département du Rhône
2, rue de la Charité
69 268 Lyon Cedex 02

L'ordonnateur secondaire auprès du SNPS procédant au suivi de la dépense et de l'exécution budgétaire est :

Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur - Zone de défense Sud-Est
Centre des Services Partagés CHORUS
215 rue André Philip
69 421 LYON Cedex 3

18.3 Prestations sur devis

Le titulaire peut éventuellement assurer d'autres prestations, relevant du périmètre du SAD et du marché spécifique, que celles exigées au titre de ces derniers. Ces prestations peuvent être commandées sur la base d'un devis.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'un défaut de commande pour prétendre à une quelconque indemnité quant à la charge induite par la production d'un devis non suivi d'effet.

Le montant total cumulé de ces prestations sur devis sur la durée d'un marché spécifique ne peut excéder 5 % du montant initial du marché spécifique et rester strictement inférieur au montant de 143 000 € HT, seuil de procédure formalisée.

ARTICLE 19. PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS

19.1 Pénalités pour retard de livraison

Sous réserve des stipulations des articles 13.3. et 21.5 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Administration applique des pénalités.

Lorsque l'Administration envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'Administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent comme ci-dessous.

En application des dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V \times R}{1000} \right)$$

Dans laquelle :

- P = montant des pénalités ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

19.2 Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe 1 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

19.3 Pénalités pour absence de livable

Lorsque le titulaire ne respecte pas les délais d'envoi des livrables celui-ci encourt une pénalité de 50€ par jour de retard.

19.4 Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du système d'acquisition dynamique dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution du système d'acquisition dynamique dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

ARTICLE 20. MÉDIATION – RÉILIATION

20.1 Médiation

Le présent système d'acquisition dynamique est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

Le marché spécifique pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation d'un marché spécifique est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un marché spécifique avant l'achèvement de celles-ci

- à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS ;
- pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS ;
- dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

En cas d'inexécution d'une commande par le titulaire qui ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

ARTICLE 21. SUBSTITUTION DE FOURNITURES – ÉVOLUTIONS TECHNIQUES – INNOVATIONS

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire propose obligatoirement des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate qu'un produit proposé est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassé, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est idéalement accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord express du représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 22. RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent système d'acquisition dynamique comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le Ministère de l'Intérieur soucieux de ces aspects adhère à la charte « relation fournisseur et achat responsable » en annexe 3.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50- 135- 1 et 2).

Le respect des clauses ci-après s'impose à l'ensemble des opérateurs économiques titulaires d'un marché spécifique : le titulaire, et le cas échéant ses partenaires. Le titulaire avise ces entités que les obligations du présent article leur sont applicables mais reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de la personne publique.

22.1. Environnement

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par le présent accord-cadre doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Les prestations / biens d'un marché spécifique, ainsi que leurs différents composants, doivent être ou avoir été réalisées / produits dans des unités de production et selon des processus respectueux de l'environnement : des unités de production qui comportent notamment des dispositifs de traitement des effluents liquides, des dispositifs de stockage et d'élimination des déchets, des dispositifs de captage et de traitement des émissions gazeuses... et qui fonctionnent selon des processus de production conformes à une utilisation durable des ressources.
- Disposer d'un système de traçabilité des produits, en particulier la localisation des sites de production des marchandises et le cas échéant des composants qui les constituent et en rendre disponibles les résultats sur demande du pouvoir adjudicateur.

22.2. Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transports

Dans le but de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) produites dans le cadre des activités du présent système d'acquisition dynamique, l'Administration accorde une attention particulière à toutes les actions mises en place par le titulaire pour limiter ces émissions. En matière de livraisons et de déplacements, le titulaire s'engage à privilégier les transports les moins émetteurs de GES.

Le titulaire fournit chaque année au plus tard à la date anniversaire de sa notification du système d'acquisition dynamique, un bilan carbone de l'exécution du présent contrat, ainsi que des propositions concrètes d'améliorations qu'il mettra en œuvre dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique. Ces actions ne peuvent pas avoir pour impact de modifier les termes du système d'acquisition dynamique.

22.3. Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent soit d'un label NF Environnement, écolabel européen ou équivalent.

22.4 Droits de l'homme

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par les marchés spécifiques doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les 8 conventions fondamentales de l'OIT et les réglementations nationales des pays d'implantation ou de provenance des marchandises en application de l'article 6 du CCAG de référence ;
- Disposer d'un système de management tenant compte du respect des droits sociaux fondamentaux au sens du référentiel des Nations Unies ;

- Respecter les règles de protection des salariés (EPC, EPI, etc.) applicables à leurs activités respectives.

22.5 Relations et conditions de travail

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par un marché spécifique doivent se conformer aux exigences ci-dessous (si concernés) :

- Avoir une politique de ressources humaines structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Respecter la réglementation et les normes internationales de comportement en matière de dialogue social (CHSCT, DP, syndicats, négociations annuelles, etc.) ;
- Avoir une politique santé-sécurité structurée dans le respect des réglementations nationales et des normes internationales de droit du travail ;
- Tenir si nécessaire un bilan sur les risques santé-sécurité des salariés et sous-traitants ;
- Appliquer les lois sur le droit à la formation ;
- Respecter les législations et normes en matière de lutte contre le travail dissimulé ;
- Appliquer tout dispositif santé-sécurité sectoriel dont les réglementations nationales ou les normes internationales font état ;
- Le cas échéant, respecter les conventions collectives sectorielles ;
- Respecter les réglementations nationales et européennes relatives au salaire minimum (travailleurs détachés notamment).

Par ailleurs, le titulaire est tenu de déclarer au représentant du pouvoir adjudicateur toute condamnation par une autorité juridique (prud'hommes, tribunal administratif) au regard de toute problématique de ressources humaines (licenciements abusifs, travail dissimulé, etc.).

22.6 Protection du consommateur

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par un marché spécifique doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les normes françaises et internationales applicables en matières de protection du consommateur ;
- Fournir à la demande du RPA, la liste exhaustive des composants, leur provenance ainsi que les preuves de conformité à la réglementation nationale française et aux normes internationales applicables ;
- Disposer de toutes les informations nécessaires à la communication réglementaire vis-à-vis des consommateurs en langue française ;
- Avoir un système de traçabilité vis-à-vis du respect des réglementations et normes internationales liées au produit fourni ;

- Disposer des études de risques pour les utilisateurs.

Par ailleurs, le titulaire doit garantir au RPA que la mise en place de son offre n'entrave pas la fourniture de services reconnus comme essentiels dans les réglementations nationales et normes internationales de comportement.

22.7 Loyauté des pratiques

Le titulaire et l'ensemble des opérateurs économiques liés par un marché spécifique doivent se conformer aux exigences ci-dessous :

- Respecter les droits de propriétés intellectuelles de leurs partenaires ;
- Avoir une politique de lutte contre la corruption ;
- S'inscrire dans le cadre d'une concurrence loyale

ARTICLE 23. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES POUR LE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au SAD et aux marchés spécifiques sont rédigées exclusivement en langue française.

ARTICLE 24. CONTENTIEUX

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du système d'acquisition dynamique ou à l'exécution des prestations objet Du système d'acquisition dynamique.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04
France
Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au système d'acquisition dynamique sont rédigées exclusivement en langue française.

ARTICLE 25. DÉROGATIONS AUX CCAG

- L'article 9.3 déroge aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande ;
- L'article 13.3 déroge aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de l'administration ;